

La fraude aux allocs explose. À qui la faute ?

Article rédigé par , le 12 juillet 2016

[Source : [Boulevard Voltaire](#)]

La fraude entretient un climat malsain et répand un sentiment d'injustice qui deviendra explosif.

Dans son rapport annuel publié jeudi dernier, la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) nous informe que, pour 2015, ce sont près de 40.000 fraudes (+22 % par rapport à 2014) qui ont été détectées, pour un total de près de 250 millions d'euros (+18 % par rapport à 2014), soit une moyenne de 6.250 euros par fraude. Près de 75 % des fraudes sont dues à des omissions ou de fausses déclarations, notamment sur les ressources réelles perçues. C'est le RSA qui constitue le « poids lourd » de la fraude aux allocations, soit 68,5 % des fraudes avérées.

Depuis quelques années, les contrôles sont mieux ciblés, notamment grâce au « *data mining* », qui permet d'extraire automatiquement des informations grâce à des méthodes statistiques et mathématiques, révélant donc des incohérences. De plus, les contrôles au domicile se sont vus renforcés et continueront de l'être.

On pourrait me rétorquer, et à raison, que comparée aux 2,6 milliards d'euros récupérés en 2015 via des évadés fiscaux « repentis », la fraude aux prestations sociales est insignifiante. Cependant, et au-delà des chiffres, le problème n'est pas de savoir qui, entre celui qui trompe la CAF et celui qui cache son argent à l'étranger, est le pire des salauds. Ce n'est pas parce qu'il existe pire que soit que l'on gagne forcément en vertu. Au final, le fraudeur de prestations sociales et le fraudeur fiscal sont jumeaux en idées, seuls leurs moyens pour abuser de la communauté nationale pour faire du profit divergent. En somme, leur philosophie est la même que Hollande, « *ça ne coûte rien, c'est l'État qui paye* ».

Pour *La Dépêche du Midi*, la fraude aux allocations ne serait qu'une « *fraude de survie* ». Soit un joli qualificatif en forme d'excuse trouvé afin de ne pas vexer les fraudeurs en question, mais également pour ne pas affoler les contributeurs, puisque au lieu d'assister des vies, ils les sauvent ! Une « *fraude de survie* » ne servirait donc pas à s'enrichir mais juste à améliorer les fins de mois. Donc, si l'on vole son voisin sans chercher à s'enrichir, s'agit-il d'un « *vol de survie* » ?

La fraude est comme un mensonge ayant une valeur monétaire : il entretient un climat malsain et répand un sentiment d'injustice qui deviendra explosif. Quant au système de protection sociale lui-même, force est de constater qu'avec plus de 70 milliards d'euros dépensés en prestations diverses à 11,8 millions d'allocataires, la fraude ne concernerait donc que 0,33 % de la population des bénéficiaires. Cependant, cette colossale somme d'argent, correspondant à huit fois le budget de la justice, démontre un constat encore plus alarmant que la fraude.

Notre système de protection sociale devait, à son origine, juste « *aider les plus nécessiteux à court terme* ». Aujourd'hui, il est devenu pour beaucoup un « *complément de revenu* », créant donc une dépendance dangereuse vis-à-vis de l'État. Ce dernier, pour pérenniser le système, n'a d'autre choix que d'emprunter. Comme le disait Reagan : « *L'État ne règle pas les problèmes, il les subventionne.* »

Xavier Scott